

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

P. O. Box 3243, Addis Ababa, ETHIOPIA Tel.: 00251-11-5517700 Cable: AU, ADDIS ABABA Web site: www.africa-union.org

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU DR JEAN PING,
PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

13^é SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE
SYRTE 1er JUILLET 2009

Frère Guide, Président de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs Les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Madame La Sous-secrétaire Générale des Nations Unies représentant

Monsieur Le Secrétaire Général des Nations Unies,

Monsieur Le Secrétaire Général de la Ligue des Etats arabes,

Mesdames et Messieurs Les Ministres,

Mesdames et Messieurs Les Représentants des Corps Diplomatiques et
des Organisations Internationales,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer ma joie de me retrouver en ce jour devant cet auguste Assemblée et de renouveler chaleureusement à tous, au nom de la Commission et en mon nom personnel, mes souhaits de bienvenue dans cette belle ville de Syrte.

Je remercie sincèrement le Guide et le Peuple libyens pour la fraternité et la cordialité de l'hospitalité qu'ils nous ont réservée depuis notre arrivée dans ce grand pays frère, en mettant à notre disposition les facilités requises pour nos travaux.

Je salue particulièrement nos Invités d'honneur extérieurs à l'Afrique.

Certains parmi eux assistent pour la première fois à nos assises comme Son Excellence Monsieur Luis Inacio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, pays avec lequel la Commission va procéder à la signature de trois importants Accords de coopération, respectivement pour le développement du coton en Afrique, pour le développement social et pour le renforcement de l'agriculture. II en est

de même de Son Altesse Royale Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, Emir du Qatar et de Son Excellence Monsieur Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République Islamique d'Iran.

Beaucoup nous font régulièrement l'amitié de rehausser de leur présence nos réunions statutaires : comme ils sont nombreux, ils me pardonneront si je ne les nomme pas tous ; je citerais toutefois SEM Amr Moussa, Secrétaire Général de la Ligue des Etats arabes et SEM Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité Palestinienne à qui je réaffirme la solidarité et le soutien de l'Afrique envers la population palestinienne.

D'autres se sont déplacés spécialement nous faire leurs adieux comme le Directeur Général de l'UNESCO, SEM Koichiro Matsuura qui a fait de l'Afrique une priorité de ses mandats et le Commissaire Européen Louis Michel qui n'a pas ménagé sa peine et ses efforts pour la cause de l'Afrique.

Je voudrais également, au nom de la Commission et en mon nom personnel avec bien entendu votre accord, réitérer mes plus chaleureuses félicitations au Président nouvellement élu de la République Sud Africaine, SEM Jacob Zuma pour sa brillante élection. Je lui adresse mes sincères vœux de succès tout en étant convaincu qu'avec les formidables capacités qu'il nous a laissé entrevoir, il répondra non seulement aux multiples attentes de ses compatriotes qui lui ont massivement témoigné leur confiance mais aussi aux espoirs qu'a suscités sur le Continent, son élection à la tête de ce grand pays qu'est l'Afrique du Sud.

Cette même Afrique du Sud avec laquelle dès à présent, tous les cœurs africains vont battre à l'unisson, toutes les mains africaines applaudir au même rythme, tous les pieds africains trépigner d'un même mouvement, pour préparer et accueillir sur notre Continent, la Coupe

du Monde du football de 2010, afin que toutes les poitrines et toutes les gorges africaines hurlent et acclament d'une seule voix, le nom de l'équipe gagnante qui sera naturellement africaine n'est-ce pas puisque nous y allons tous y contribuer!

Je renouvelle également mes plus chaleureuses félicitations au Président de la République algérienne démocratique et populaire, Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika pour sa brillante réélection.

Je salue aussi Son Excellence le Professeur John Evans Atta-Mills, le Président de la République du Ghana qui participe pour la première fois à nos réunions statutaires après son exemplaire élection de l'année dernière.

Je salue enfin la venue du Président par intérim de la République gabonaise, SE Madame Rose Francine Rogombé et avec la permission de cet auguste Assemblé, je souhaiterais lui renouveler l'expression de notre solidarité et de notre sympathie attristée pour le récent et douloureux deuil qui a frappé toute la nation gabonaise.

Je saisis d'ailleurs cette occasion pour joindre ma voix à celle du Guide pour rendre un hommage à la fois ému et solennel à la mémoire de deux de nos Chefs d'Etat, feu le Président Joao Bernardo Vieira de Guinée Bissau et feu le Président El Hadj Omar Bongo Ondimba du Gabon, Doyen des Chefs d'Etat africains et un des Pères fondateurs de l'Union africaine, qui nous ont quittés depuis notre dernier Sommet et dont les disparitions nous ont tous bouleversés.

Monsieur Le Président de l'Union,

Nos travaux se tiennent dans un contexte particulier marqué par une crise économique mondiale sans précédent et par la multiplication de graves tensions politiques et de conflits persistants en Afrique.

Ainsi, après une année 2008 caractérisée par une conjonction de crises majeures, le monde s'est enfoncé dans une récession généralisée et l'on a enregistré durant ce premier semestre, un affaissement de l'activité économique mondiale.

Pour l'Afrique, après avoir enregistré des taux de croissance soutenus et prometteurs ces cinq dernières années, une baisse de croissance s'amorce cette année avec son cortège de souffrances et de problèmes : énormes pressions supplémentaires sur des budgets nationaux déjà mis à mal lors des crises énergétiques et alimentaires, paupérisation grandissante se traduisant notamment par l'incapacité à satisfaire les besoins les plus élémentaires comme l'alimentation qui est un droit humain fondamental, avec ce que cela entraîne comme agitations et tensions sociales. Depuis la nuit des temps, l'alimentation a toujours été politique au sens étymologique, à savoir une question au cœur de la vie de la société. Des chapitres entiers de l'Histoire de beaucoup de pays dans le monde ont démontré que c'est la famine et la pauvreté qui défont les rois, font tomber les gouvernements et déstabilisent les régimes. Sans nourriture, pas de stabilité ni de paix. Chacun se souvient des marches voire des soulèvements populaires des siècles derniers en Europe pour le pain, séquences malheureusement reprises par ce facétieux metteur en scène qu'est l'Histoire avec les fameuses « émeutes de la faim » au printemps 2008...

En choisissant alors le thème de notre présent Sommet « Investissement dans l'agriculture pour réaliser la croissance économique et la sécurité alimentaire », l'Organisation n'a pas succombé à un phénomène de mode. Ce choix reflète simplement sa détermination et son engagement à poursuivre tous les efforts qu'elle a déployés bien avant dans ce secteur pour apporter des réponses concrètes aux aspirations quotidiennes et profondes de ses populations.

Affirmer alors que l'Afrique a pris la mesure des incidences et des retentissements sur ses économies, sur la vie de ses populations de cet effondrement économique mondial sans précédent qu'elle est obligée de subir sans en avoir été pour autant responsable ainsi que des risques réels d'anéantissement des progrès accomplis vers les Objectifs du Millénaire pour le développement, serait peu dire et reviendrait à émettre une banale litote et un doux euphémisme.

Plus personne aujourd'hui et encore moins tous les Etats membres qui y sont associés, ne peut ignorer les importantes actions engagées dès le début de la crise par l'Union africaine avec la CEA et le Groupe de la BAD pour trouver collectivement les réponses susceptibles d'en atténuer l'impact et les effets sur le Continent.

Après la réunion de Tunis de l'année dernière dont je vous ai rendu compte en février de cette année, nous avons poursuivi les actions visant la pleine participation de l'Afrique aux efforts de la Communauté internationale pour la relance économique mondiale, dans un intérêt bien compris : se sont enchaînées à ce titre, différentes consultations dont les réunions du Comité des 10 (C10) et la participation de l'Afrique en tant qu'entité et la présentation d'une position commune africaine au deuxième Sommet du G20 de Londres sur la crise début avril, qui a débouché entre autres sur le Plan de sauvetage en faveur des pays les plus pauvres que vous connaissez.

Nous saluons alors la célérité avec laquelle le FMI a déjà commencé à mettre en œuvre le déblocage de certaines ressources via l'allocation de Droits de Tirage Spéciaux et en anticipant sur les résultats escomptés de la vente d'une partie de ses réserves d'or. Mais nous nous devons d'insister sur la nécessité de débloquer rapidement les sommes restantes, comme indiqué dans le Plan de sauvetage et il y a lieu de respecter les engagements pris par les autres institutions, notamment celles qui n'ont pas encore suivi l'exemple du FMI.

S'inscrivent aussi dans le cadre des efforts déployés par l'Union africaine et ses partenaires, les préparatifs engagés en vue de la présentation de la position africaine au prochain Sommet du G8 qui se tiendra la semaine prochaine en Italie ; à cet effet, la Commission a préparé comme on le lui a demandé, un projet de texte paru sous la cote EX.CL/508 (XV) et qui est soumis à l'examen de la Conférence.

Dans la perspective de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques, l'Afrique qui demeure le continent le plus vulnérable à la variabilité et aux changements climatiques, bien qu'elle contribue pour environ de 3,6% seulement aux émissions mondiales de bioxyde de carbone, est aussi appelée à présenter lors de ce même Sommet du G8, sa position sur les questions d'intérêt particulier pour le Continent telles que développées dans la Déclaration de la Plateforme d'Alger et que vous avez approuvées lors de la 12^e session de la Conférence.

Ces questions portent principalement sur l'augmentation du financement consenti dans le cadre du mécanisme d'adaptation et d'atténuation qui reste statique et continue de dépendre des contributions volontaires insuffisantes pour faire face à l'impact des changements climatiques, les compensations pour dommages indirects aux économies africaines en réponse à la crise, un accès accru et qualitatif au marché financier du carbone, l'accès aux technologies nouvelles et propres et les trois projets phares transfrontaliers que sont l'initiative grande Muraille verte du Sahara, les bassins du lac Tchad et du Nil et l'initiative du Bassin du fleuve Congo.

La question du financement durable, fiable et souple des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine y sera également soulevée par la partie africaine, en sus des questions liées à d'autres menaces globales comme la sécurité maritime, la lutte contre le trafic de drogue et d'armes, celui d'êtres humains, le blanchiment d'argent...

A ce stade, nous pouvons nous réjouir d'une tendance générale qui se dégagé et qui va en s'affirmant : non seulement l'Afrique s'exprime de plus en plus d'une seule et même voix à des fora internationaux tel que le G8 pour présenter une position commune mais ses contributions sont désormais sollicitées, sa qualité de partenaire à part entière et ses efforts sont reconnus. Mais ce n'est encore qu'un premier combat de gagné sur un long parcours parsemé d'embûches. Il dépend en grande partie de nous et de notre détermination qu'il soit définitif. C'est dans ce sens que la position commune africaine sur les changements climatiques que je viens de mentionner précédemment, va être présentée et négociée lors de la Conférence de Copenhague par la Commission, au nom de l'Afrique, comme vous l'avez décidé à votre dernière session de février, pour assurer ainsi au Continent toutes les chances de se faire entendre.

C'est également dans cette démarche en front uni, que vous aviez instruit la Commission lors du Sommet de Maputo dans le cadre de la coordination et de l'harmonisation de la position des Etats membres de l'UA dans les APE et les négociations de l'OMC, d'élaborer en collaboration avec la CEA et les Communautés Economiques Régionales, un cadre modèle d'APE pouvant aider nos régions et nos pays dans leurs négociations des APE avec l'Union Européenne. J'ai plaisir à vous annoncer que ce document qui aborde toutes les questions pouvant prêter à controverse dans les APE intérimaires, a été présenté à la 5^e session ordinaire de la Conférence des Ministres du Commerce de l'UA en mi-mars dernier.

Monsieur Le Président de l'Union,

Dans le contexte actuel d'un ordre mondial à l'évidence dépassé où les défis et les appréhensions mais aussi les espoirs et les attentes sont immenses, à la mesure d'une interdépendance accrue, la coopération et

la solidarité sont devenues incontournables ; l'Union africaine s'est efforcée pour sa part, sur la base des Décisions de la Conférence, de construire et de forger avec toutes les régions du monde ainsi que les Organisations internationales des partenariats stratégiques qui s'inscrivent dans une perspective de durée et de diversification des domaines de coopération.

Je rappellerai dans ce cadre à la haute attention de cette auguste Assemblée que le 2^e Sommet Afrique-Amérique du Sud se tiendra à Caracas, Venezuela du 16 au 19 septembre prochain.

Monsieur Le Président de l'Union,

Juillet 1999 - Juillet 2009. Dix ans déjà. Si l'image que renvoyait le Continent en 1999, au lendemain de l'adoption de la Déclaration d'Alger lors du 35^e Sommet de l'OUA qualifié d'historique à maints égards, se voulait rassurante et prometteuse pour ce qui est des orientations qui allaient désormais régir l'Afrique et donnait une indication de la volonté de renforcement de la cohésion entre nos Etats, celle qui est réfléchie aujourd'hui lors de nos présentes Assises, dix ans après, jour pour jour, est préoccupante voire inquiétante avec notamment la rémanence du fléau de changements anticonstitutionnels et de tentatives de coups d'Etat sous toutes les formes, la détérioration et l'accentuation de certains conflits, l'expansion des menaces transnationales comme le fléau de la drogue, le terrorisme, la prise d'otages et ce, dans un contexte global de récession économique généralisée, de surcroît.

C'est ainsi qu'à Madagascar, le transfert du pouvoir anticonstitutionnel survenu en mars de cette année vient encore confirmer que la Déclaration d'Alger et les mesures connexes ne semblent pas avoir été suffisamment efficaces pour enrayer ce phénomène.

Par ailleurs, la vague d'assassinats politiques en Guinée Bissau, ayant débuté par celui du Président Nino Vieira et de son ancien Chef d'Etat Major au début de ce même mois de mars est venue renforcer l'inquiétude que vous avez déjà exprimée en février dernier face au recul enregistré dans les processus de démocratisation engagés sur le continent depuis les années 90.

L'évolution de toutes ces situations a été discutée lors du Conseil Exécutif sur la base du Rapport d'étape de la Commission qui est soumis à votre appréciation.

La situation politique au Niger a suscité également quelques inquiétudes. J'ai estimé utile d'impliquer la Commission en dépêchant à Niamey, une délégation qui a rencontré les autorités de ce pays.

Dans ce tableau à demi-teinte, la solution consensuelle qui est venue couronner l'engagement résolu ainsi que les efforts de l'Union africaine et des Etats membres dès le début de la crise mauritanienne, témoigne du rôle déterminant et incontournable de notre Organisation en faveur de l'Etat de droit et la stabilité sur l'ensemble du Continent et apporte une petite note d'espoir quant à la sortie de crise des autres cas d'espèces. Elle souligne aussi l'efficience de la diplomatie et de la sagesse africaines et je voudrais ici saluer l'implication personnelle des autorités sénégalaises dans la recherche de solutions à cette crise mauritanienne. Il demeure que l'Organisation s'attachera à suivre et à accompagner ce pays dans le fragile processus de retour à la concorde et à la stabilité, via notamment les élections présidentielles le 18 juillet prochain.

Monsieur Le Président de l'Union,

Ces faits constatés donnent l'ampleur de ce qui se profile pour le Continent si rien n'est fait et soulignent dramatiquement l'urgence de la

situation. A l'évidence, outre une réflexion approfondie en amont pour s'attaquer aux causes sous-jacentes, réflexion dont certains d'entre vous avaient souligné la nécessité en février dernier, une prise de position claire doit être arrêtée sur l'attitude collective à adopter solidairement devant les changements anticonstitutionnels, afin de ne pas fragiliser l'Union.

A la veille de la transformation de la Commission de l'Union africaine, porte voix et instrument privilégié de l'action diplomatique collective de l'Union africaine en Autorité de l'Union dans le processus de la gouvernance continentale, les incertitudes quant à leur avenir, l'instabilité et les menaces que font peser sur la paix et la sécurité les crises larvées et l'accentuation de conflits ne sont certainement pas tout à fait ce à quoi vivaient et sont en droit d'attendre, les fils et les filles d'Afrique, une décennie après les immenses espoirs soulevés et portés par l'engagement fort des dirigeants africains de mettre alors en le condamnant, un terme définitif au coup d'Etat.

Monsieur Le Président de l'Union,

La situation en Somalie appelle une attention toute particulière de notre part. Cette situation a enregistré d'indéniables développements positifs dans le cadre du processus de Djibouti soutenu par toute la communauté internationale. L'AMISOM incarne le rôle pionnier de l'Afrique en Somalie. Les sacrifices que le Burundi et l'Uganda ont consentis dans cette mission, honore ces deux pays et attestent de la vitalité du panafricanisme qui inspire le devoir d'assistance fraternelle dont l'AMISOM est devenu une expression emblématique. Aujourd'hui, les acquis fragiles de la paix et de la réconciliation nationale en Somalie, sont confrontés à une épreuve périlleuse devant la collusion de toutes les forces qui parient sur le pire. Le pire en Somalie c'est le retour à une situation d'absence d'Etat et de déchirements fratricides incessants.

C'est aussi une Somalie dont la position géostratégique privilégiée accentue les vulnérabilités et serait durablement transformée en point d'appui du terrorisme international et de la piraterie maritime. C'est également un abcès de fixation dans la Corne de l'Afrique et un espace de non droit générateur d'instabilité et d'insécurité à grande échelle. L'Afrique et le reste de la communauté internationale ne sauraient se résigner à un tel destin funeste pour la Somalie alors que la voie du salut qui est parfaitement balisée et courageusement empruntée par le Gouvernement transitoire d'Union nationale(TFG).

Monsieur Le Président de l'Union,

Une place au sein de la Communauté des Nations ne s'obtient pas naturellement, elle se conquiert. L'histoire de l'Afrique en particulier, ne cesse pas de nous rappeler la sagacité de cette assertion qui s'inspire d'une citation célèbre.

Nous sommes dans la même ville historique de Syrte, dans la salle même où il y a de cela dix ans, portés par une volonté commune de relever d'un même élan les défis auxquels l'Afrique était confrontée , mus par une même détermination à ne pas nous résigner à la fatalité de la pauvreté à laquelle semblait être voué le Continent, nous avons communément décidé, de la création de l'Union africaine pour renforcer notre unité et notre cohésion et assurer l'instauration de la paix et de la stabilité ainsi que l'essor du développement en Afrique à travers notamment l'accélération du processus d'Intégration politique et économique continentale.

Du chemin a été parcouru depuis et bon nombre d'événements marquants se sont aussi produits ; mais au-delà de tout propos convenu, une opportunité et une responsabilité historiques se présentent aujourd'hui encore à l'Afrique, ici-meme à Syrte, pour imprimer un nouvel élan à la dynamique d'édification du Continent. Vos débats en décideront.

Au vu de ses performances de croissance de ces dernières années avant la crise financière, l'Afrique a les moyens de conquérir et d'asseoir sa place au monde pour s'affirmer comme un partenaire qui compte. Elle est riche en potentialités de surcroît se plaît-on à répéter. En soulignant la nécessité de l'unité, de la cohérence et de la cohésion dans les actions et les déclarations des Etats membres par rapport aux décisions de l'Organisation, le présent Sommet de Syrte confirmera la volonté et la détermination africaines d'avancer d'un même élan vers la même direction, à savoir la construction des Etats Unis d'Afrique.

Je vous remercie.